REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 14 au 20 novembre 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Conférence ministérielle sécurité maritime.....2
- Le Premier Ministre Réaffirme La Nécessité De Coopérer Pour Améliorer La Sécurité Maritime
- Sécurité et sûreté maritimes dans l'océan Indien : le PM plaide pour une coopération entre tous les pays

1.2 Pêche : projet Ecofish.....7
- Les pays de l'océan Indien travaillent sur la collecte intégrée de données sur la pêche

1.3 Projet RECOS : Environnement.....9
- IOC: Call for proposals for projects to strengthen coastal resilience in Seychelles and region

1.4 Migration.....11
- Migration : un pas de plus vers une meilleure gestion

1.5 Projet Twenex : gestion des déchets.....12
- Gestion des déchets : TWENex démarre à Madagascar !

1.6 Santé Oéan Indien.....13
- L'océan Indien établit ses priorités en matière de VIH et des nouvelles drogues

2. Centres d'Intérêts

2.1 Elections Madagascar.....15
- PRÉSIDENTIELLE - Une élection dans les règles

2.2 Elections Comores.....17
- La CENI retient 11 candidats pour la présidentielle

2.3 Economie.....18
- Département : action sociale et transition écologique au cœur des orientations budgétaires

2.4 Energies renouvelables.....19
- Énergies renouvelables I Début du projet Paesc à Ndzuani

2.5 Tourisme.....21
- TOURISME - La saison des croisières démarre fort

Le Matinal
Site Mauricien D'Information

Le Premier Ministre Réaffirme La Nécessité De Coopérer Pour Améliorer La Sécurité Maritime



La troisième conférence ministérielle sur la sécurité et la sûreté maritimes dans l'océan Indien occidental s'est ouverte le jeudi 16 novembre à Balaclava, à l'île Maurice. La conférence est organisée par le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, en collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI). Le Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, le procureur général, le ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, M. Maneesh Gobin, le secrétaire général de la COI, le professeur Vêlayoudom Marimoutou, la directrice générale de l'Office des Nations unies à Nairobi, Mme Zainab Hawa Bangura, et d'autres personnalités étaient également présents lors de la cérémonie d'ouverture.



Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre Pravind Kumar Jugnauth a déclaré qu'il ne pouvait y avoir d'amélioration significative de la sécurité et des capacités maritimes sans le soutien durable et engagé de la communauté internationale, y compris de nos partenaires de coopération au développement qui, comme nous, ont des intérêts vitaux dans notre océan bien-aimé.

Le Premier ministre Jugnauh a souligné que le secteur maritime subit des changements substantiels, provoqués par des facteurs qui échappent pour

la plupart à notre contrôle. Il a fait remarquer qu'il était donc nécessaire de poursuivre, ensemble, ce voyage vers un secteur maritime durable, exempt de menaces et de tensions.



La conférence, a déclaré M. Jugnauth, témoigne de l'importance que nous attachons tous à la sécurité maritime et reflète l'engagement collectif, en tant que communauté, de garantir des mers sûres et sécurisées à un moment où, pour diverses raisons, les préoccupations en matière de sécurité maritime dans cette région se sont intensifiées. Il a souligné que la concurrence stratégique entre les États, les problèmes transnationaux tels que les activités illicites et criminelles, notamment la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, le terrorisme, le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, les marées noires, le trafic d'espèces sauvages et le déversement de déchets, entre autres, sont autant de défis auxquels est confronté l'océan Indien occidental.



Prof. Vêlayoudom Marimoutou

Le Premier ministre Jugnauth a saisi cette occasion pour insister sur les mérites d'une croissance de l'économie bleue qui soit durable, inclusive et centrée sur les personnes. Il a également rappelé qu'une vision et une ambition communes, les meilleures pratiques et l'utilisation optimale des instruments et mécanismes financiers existants et novateurs sont essentiels pour exploiter avec succès les ressources océaniques.

En outre, il a fait remarquer que l'amélioration de la sécurité maritime dans la région dépend fortement du renforcement de la sécurité portuaire et de la

consolidation des systèmes de gestion de la sécurité maritime dans les ports. À ce titre, la proposition de formuler une politique régionale sur la sécurité des ports et la sécurité de la navigation est tout à fait appropriée et attendue depuis longtemps, a-t-il ajouté.



Quant au ministre Gobin, il a souligné que les petits États insulaires en développement (PEID), dont Maurice, sont les intendants et les gardiens de vastes zones océaniques, puisqu'ils exercent leur juridiction sur près de 30 % de la zone économique exclusive du monde. Il a également souligné que, comme c'est le cas pour les grands États océaniques, ces PEID ont un intérêt crucial à protéger la santé des océans et, ce faisant, la santé de la planète.

Pour sa part, le secrétaire général de la COI a indiqué que la coopération est nécessaire car aucun État ne peut faire face seul aux menaces maritimes. M. Marimoutou a donc appelé tous les participants à partager leurs expériences, notamment pour lutter plus efficacement contre le trafic de drogue, la pollution marine et d'autres activités illicites dans la région.

Mme Bangura, pour sa part, a déclaré que la conférence vise à assurer la durabilité et l'utilisation pacifique des océans, ainsi qu'à protéger le domaine maritime contre les menaces traditionnelles et évolutives. Elle illustre également la détermination collective à identifier les moyens de faire progresser le multilatéralisme et la coopération, tout en renforçant les partenariats en vue d'accroître la stabilité et la prospérité dans la région, a-t-elle ajouté.

Voire la vidéo :

- (9) Prime Minister Reiterates The Need For Cooperation To Improve Maritime Security - YouTube

Sécurité et sûreté maritimes dans l'océan Indien : le PM plaide pour une coopération entre tous les pays



« L'océan Indien est confronté à de nombreux défis, notamment la pêche illégale, le terrorisme en mer et le trafic de drogue, entre autres. » C'est ainsi que le Premier ministre s'est exprimé lors de l'ouverture de la troisième conférence ministérielle sur la sécurité et la sûreté maritimes.

L'événement, organisé en collaboration avec la Commission de l'océan Indien, s'est déroulé à Balaclava ce jeudi matin, le 16 novembre. Près d'une centaine de délégués étrangers étaient présents.
Pravind Jugnauth a plaidé en faveur d'une coopération entre tous les pays de la région pour relever ces défis, soulignant également les mesures prises pour réduire le terrorisme en mer.

Lire aussi les articles ci-dessous :

https://allafrica.com/stories/202311150105.html
https://lematinal.media/debut-des-travaux-techniques-de-la-troisieme-conference- ministerielle-sur-la-securite-maritime/
https://www.ena.et/web/eng/w/eng_3602130
https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-3e-conf%C3%A9rence-minist%C3%A9rielle-sur-la-s%C3%BBret%C3%A9-et-la-s%C3%A9curit%C3%A9-maritimes-dans-loc%C3%A9an-indien
https://www.lemauricien.com/actualites/societe/securite-maritime-le-pm-plaide-pour-un-soutien-durable-face-aux-tensions/613147/
https://www.aninews.in/news/world/others/maritime-security-can-be-improved-only-by-committed-support-of-international-community-mauritius-pm20231116224221/
https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-3e-conf%C3%A9rence-minist%C3%A9rielle-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-maritime-la-coop%C3%A9ration-r%C3%A9gionale-et-plus
https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-balaclava-ouverture-de-la-3e-conf%C3%A9rence-minist%C3%A9rielle-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-maritime
https://www.instagram.com/p/Czs_7pPoOFA/?igshid=MTc4MmM1YmI2Ng==
https://fb.watch/om89xEi6Vx/?mibextid=Nif5oz

Les pays de l'océan Indien travaillent sur la collecte intégrée de données sur la pêche



Les représentants présents à la réunion ont évoqué les différents aspects de l'observation du secteur de la pêche dans leurs pays respectifs. (Gerard Larose)

(Seychelles News Agency) - La région de l'océan Indien se rapproche d'une approche harmonisée et intégrée de la collecte de données pour le secteur de la pêche.
Ceci est en cours de préparation grâce à la réunion d'un groupe de gestionnaires et d'observateurs du programme national ECOFish au Berjaya Beau Vallon Bay jusqu'à mercredi. Les représentants viennent de pays ayant des activités de **pêche** dans la région et dans le reste de l'océan Indien.
Au cours de la réunion, les représentants ont évoqué les différents aspects de l'observation du secteur de la **pêche** dans leurs pays respectifs, afin de le maintenir durable, ainsi que les cadres juridiques de leurs pays respectifs.
Les observateurs des pêches dans divers pays sont les officiers qui se rendent sur les bateaux de **pêche** et observent et collectent des données sur les processus de sortie de pêche.
Dans son discours d'ouverture officielle de la réunion, le directeur de la Seychelles Fishing Authority (SFA), Jan Robinson, a déclaré que les pays de la région avaient des faiblesses majeures en matière de données fiables pour élaborer des politiques fiables.
Il a déclaré que les observateurs humains des pêcheries seront toujours importants car "ils sont nos yeux et nos oreilles sur la mer, qui verront toujours des choses que les technologies avancées ont manquées".
Un expert en suivi, contrôle et surveillance, Jude Talma, a déclaré à la SNA que la Commission de l'océan Indien (COI) avait sollicité les services de Cap Marine Ltd comme consultant pendant 15 mois pour l'aider à élaborer un programme de formation pour les différents observateurs de la région.

"Nous voulons que tous les observateurs aient un certain niveau de formation, et la formation variera d'un pays à l'autre", a-t-il déclaré. Le programme Ecofish porté par la Commission de l'océan Indien, lancé en 2022, vise à mener des recherches approfondies pour produire des données fiables. Le programme englobe tous les aspects visant à garantir que les États membres respectent les normes établies, tels que la formation, le financement et l'information.
"Il est important d'équiper correctement les observateurs nationaux afin que la collecte de données régionales puisse ensuite constituer une science solide qui contribuera à des politiques judicieuses de gestion des stocks de poissons", a déclaré M. Talma.
Il a ajouté qu'une fois que tous les représentants des pays auront été formés pour répondre aux normes établies, ils seront alors en mesure de « poursuivre l'activité de collecte de données, quelles que soient les eaux dans lesquelles ils se trouvent. Si, par exemple, un observateur des Seychelles continue sur un navire dans les eaux malgaches, ils pourront alors récupérer les informations recueillies et les présenter aux autorités compétentes.
Il a également déclaré que l'on s'attend à ce que les ministres pour la **pêche** de la région approuvent cette initiative lors de leur prochaine réunion l'année prochaine.

Lire aussi :

- https://allafrica.com/stories/202311150105.html

IOC: Call for proposals for projects to strengthen coastal resilience in Seychelles and region

| By: **Sedrick Nicette Edited By: Betymie Bonnelame**



The overall objective of the RECOS project is to strengthen the resilience of coastal ecosystems in the western Indian Ocean countries. (Mathew Harper)
Photo license Purchase photo

Civil society in Seychelles is being invited to propose projects that will help strengthen coastal resilience in the South-West Indian Ocean.

An expert from the **Integrated Coastal Zone Management** (ICZM), Adele De Toma, told SNA on Wednesday that the call for proposals is being made through the **Resilience Of Indian Ocean Coastal Zones** (RECOS) project.

"The overall objective of the RECOS project is to strengthen the resilience of coastal ecosystems in the western Indian Ocean countries, under which there are two more objectives to support the implementation of the coastal management approach and also to implement innovative projects the restoration and sustainable use of coastal and marine ecosystems," said De Toma.

The call for proposal is to support demonstrative field actions aimed at fostering the restoration, the management and the sustainable use of marine and coastal ecosystems.

This is an **Indian Ocean Commission** initiative that is supported by the Agence Française de Développement (AFD) and the Fonds Français pour l'Environnement (FFEM), and the deadline for submission of concept notes is December 4.

The project is structured around four main components, strengthening the management of marine and coastal ecosystems at regional and national levels and exchanging experiences, the regional scientific cooperation on coastal ecosystems and implementation of pilot projects to restore coastal ecosystems and support sustainable ecosystems, communication, awareness-raising, and capitalisation and project management, coordination, monitoring and evaluation.

"Only the civil society, such as NGOs, the private sector and local authorities, such as the districts, are eligible for the call for proposal," explained De Toma.
She added that proposals can be about anything related to marine protected area management and also marine ecosystem conservation and management, as well coastal area management.
Five proposals will be selected, with grants for the projects being between €50,000 to €150,000, with the beneficiaries required to make a 5 percent minimum contribution.
Interested applicants can apply through the website, www.commissionoceanindien.org/appel-a-projets-recos/ .
The RECOS project has also launched the "Exchange of Experiences Programme" where NGOs and others can collaborate on numerous projects and be able to visit each other as part of the exchange.
Exchanges are carried out at the request of stakeholders and implemented on a voluntary and partnership basis.

Lire aussi :

- https://www.nation.sc/articles/20102/call-for-project-proposals-on-strengthening-regional-coastal-ecosystems

Migration : un pas de plus vers une meilleure gestion

Un atelier sous régional s'est tenu du 8 au 10 novembre à Maurice…

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a dirigé avec succès un atelier sous régional aux United Docks, Caudan, à Port Louis, du 8 au 10 novembre. L'objectif était de renforcer la capacité de la région à mettre en œuvre et superviser les politiques migratoires au sein de la Commission de l'océan Indien (COI). Le projet, intitulé 'Migration Management in Southern Africa (SAMM)', reçoit, on le rappelle, un financement de l'Union européenne, aussi bien que de la part d'autres partenaires.
Des experts, représentants gouvernementaux et des délégués de la région COI se sont réunis pour cet événement. Egalement des représentants du secteur privé, d'organisations régionales et internationales et ceux de la société civile, créant ainsi un espace d'interaction dynamique et diversifié.
Parmi les sujets abordés lors de l'atelier figurent : 1. L'importance de la collaboration régionale dans la gestion des migrations.2. Les méthodes les plus efficaces pour créer des réglementations migratoires intégrées.3. Les systèmes en place pour surveiller et évaluer l'efficacité des politiques migratoires.
Prenant la parole, Anfani Msoili, chargé d'affaires au secrétariat général de la COI, a déclaré que, « Cette collaboration entre le COI et l'OIM et le programme SAMM est bénéfique car elle s'inscrit également dans une démarche proactive. »
Quant au directeur régional de l'OIM pour l'Afrique australe et l'océan Indien, Ashraf El Nour, il a mis en avant l'importance de cet atelier pour la région qui «aide les États membres à travailler ensemble pour relever les défis communs liés à la migration et améliore leur capacité à gérer la migration. »
Notons qu'à la fin de l'atelier, un certain nombre de recommandations axées sur l'amélioration de la gestion des migrations dans la région COI ont été faites.

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Gestion des déchets : TWENex démarre à Madagascar !



Transformation du secteur des déchets vers une gestion durable de la chaîne de valeur des déchets et la production d'énergie dans la région du sud-ouest de l'océan Indien

AIDES Développement, le relais « multiplicateur » du projet TWENex, a organisé deux ateliers de consultation à Mahajanga et à Toamasina afin d'identifier les enjeux, et synergies pour promouvoir une filière de valorisation énergétique des déchets de biomasse et de production de combustible alternatifs aux combustibles ligneux traditionnels.

Le projet TWENex est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC) dans le cadre du programme Recherche et Innovation de l'Organisation des Etats ACP (Secretariat of the Organisation of African, Caribbean and Pacific States (OACPS) sur financement de l' European Commission. Le projet intervient également à Maurice et aux Comores. AIDES Développement organisait deux ateliers à Madagascar dans deux grandes villes portuaires : Mahajanga et à Toamasina. « Une aubaine » pour les parties prenantes de l'atelier qui mesure l'intérêt environnemental de diminuer la pression sur les ressources forestières, mais aussi économique d'organiser un modèle circulaire de production d'énergie qualifiée de propre et renouvelable. Madagascar dispose des acteurs, des technologies, des retours d'expériences et des gisements pour consolider la filière. Informer, normaliser et institutionnaliser sont les demandes exprimées par les participants qui s'alignent avec les activités de AIDES Développement sur le territoire malagasy puisqu'il s'attelle à la mise en place d'un cadre favorable à la promotion de la chaine de valeur dans la valorisation énergétique des déchets. A noter que le projet TWENex compte un second multiplicateur national, le Centre National de Recherches Industrielles et Technologiques (CNRIT) qui œuvre sur le volet Recherche et Innovation. Deux acteurs complémentaires pour des nouvelles opportunités économiques viables et durables à Madagascar.

L'océan Indien établit ses priorités en matière de VIH et des nouvelles drogues



La communauté de l'océan Indien est aux Seychelles du 13 au 15 novembre pour le colloque «VIH, Hépatites et Addiction».

Médecins, spécialistes, représentants des institutions, d'organisations non gouvernementales, représentants des populations clés discuteront lors du 19e colloque «VIH, Hépatites et Addiction». La rencontre a lieu à Beau-Vallon, aux Seychelles, depuis hier, et ce, jusqu'à demain.

Le sexe sous drogue, les nouvelles drogues et leurs dangers, la situation touchant au VIH, aux infections sexuellement transmissibles (IST), à la santé sexuelle. Les jeunes, les avancés dans la prise en charge et d'autres sujets font l'objet d'une réflexion commune dans l'océan Indien cette semaine. À l'issue des travaux, la région espère mieux orienter et coordonner ses actions pour améliorer une situation qui suscite toujours des inquiétudes

«VIH au Cœur des Soins Intégrés et Accessibles» : c'est autour de ce thème que discuteront les délégués de Maurice, de Rodrigues, de Madagascar, des Comores, des Maldives et de La Réunion. Réunis aux Seychelles, ils se penchent sur les nouvelles situations auxquelles la région est confrontée en matière de consommation de drogues, de santé sexuelle, entre autres. Le colloque est marqué par plusieurs présentations et discussions autour de sujets qui font l'actualité dans les pays de l'océan Indien. L'addictologue, le Dr Mété, a animé hier une conférence ayant pour sujet «Opioïdes dans la zone océan Indien : bonnes pratiques et nouveaux dangers». Il a été suivi du Dr Patrice Hémery, de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, dont l'atelier a abordé l'épidémiologie des nouvelles substances psychoactives.

Ce dernier est l'un des principaux animateurs de la présentation sur le Chemsex. Il s'agit d'une tendance qui se répand où des produits psychoactifs sont consommés pendant et pour les relations sexuelles. Aussi référée comme «sexe sous drogues», cette pratique s'accompagne de prises de risques conséquentes à divers niveaux, surtout en matière de santé sexuelle. Réunis à BeauVallon, aux Seychelles, les délégués des pays envisageront des mesures à prendre pour minimiser les risques et mieux sensibiliser les concernés qui sont souvent des jeunes.

L’éducation à la sexualité retiendra aussi les attentions dans différents ateliers. Priscilla Li Ying, du Fonds des Nations unies pour la population, interviendra lors de la présentation ayant pour thème «Comprehensive Sexuality Education (CSE) : talking about sexuality to service users». Oser parler de sexualité en pratique clinique courante sera aussi discuté entre professionnels, alors que les chiffres touchant au VIH, aux IST et autres problèmes sont en hausse. Lors de ce colloque, les îles feront le point sur la syphilis qui est de nouveau une préoccupation avec les cas en hausse enregistrés, y compris à Maurice.
La mise à jour sur les stratégies thérapeutiques anti rétrovirales et l’optimisation des traitements dans le monde et dans les pays de la Commission de l’océan Indien (COI), les comorbidités et l’infection au VIH dans les pays de la COI, et la prise en charge de personnes trouvées positives seront aussi abordés. La parole sera donnée aux personnes infectées. Quant aux jeunes, ils parleront de leurs relations avec les médias et la manière dont ils souhaitent communiquer.
Présentes à cette rencontre, les associations élaboreront sur les bonnes pratiques développées dans les îles et les avancées notées. À cette occasion, PILS fera une présentation du centre Banian. Inauguré le 1er décembre 2023, ce one-stop shop situé à la rue St-Georges, à Port-Louis, est un espace d’accueil banalisé qui propose une panoplie de services liés au VIH, à l’hépatite C et aux IST. Ce projet innovant est développé en collaboration avec le ministère de la Santé.

Jacques ACHILLE des Seychelles

PRÉSIDENTIELLE - Une élection dans les règles

Garry Fabrice Ranaivoson-



D'actuels et anciens responsables politiques et parlementaires européens et africains composent la délégation de l'international Liberal

Les observateurs de l'International Liberal affirment que les électeurs ont pu exercer leur droit de vote conformément aux dispositions prévues dans les lois électorales. Ils recommandent au Président élu d'initier une démarche inclusive afin de régler les différends politiques.

"Le bon déroulement du vote, dans le calme et la sérénité". C'est ce que note la mission d'observation électorale de l'International Liberal. Dans son communiqué de fin de mission, lu face à la presse, hier, à Ambodivona, elle souligne aussi que "les électeurs ont pu exercer leur droit de vote conformément aux dispositions prévues dans les lois électorales".

La disponibilité du matériel électoral et la présence effective des membres statutaires des bureaux de vote. Le démarrage effectif des opérations de vote et la fermeture des bureaux de vote aux heures indiquées. La présence des délégués de vote des candidats s'étant engagés dans la campagne électorale. Ceci, bien que la présence des délégués du candidat Sendrison Daniela Raderanirina soit "très marginale". Ce sont les constats notés par les observateurs de l'International Liberal.

La mission souligne, du reste, "le déroulement normal du scrutin", malgré quelques faiblesses liées à une insuffisance de formation de certains agents. Elle met également l'accent sur la forte présence de femmes dans l'encadrement des opérations de vote. "Que les opérations de dépouillement se soient déroulées dans la transparence". La liberté de la couverture médiatique et la présence des observateurs nationaux et internationaux durant le scrutin sont aussi rapportées.

Le faible taux de participation est également noté. Dans la continuité du jour du scrutin, toutefois, l'International Liberal "encourage les citoyens, les

partis politiques et les candidats à maintenir le calme et la sérénité observés lors du scrutin jusqu'à la proclamation des résultats par la CENI [Commission électorale nationale indépendante]. Elle exhorte les candidats à faire preuve de retenue et à utiliser les voies légales pour tout recours éventuel".
Fondée en 1947, l'International Liberal est une entité d'envergure mondiale. Cent-cinquante partis libéraux en sont membres, dont deux formations politiques malgaches. En tant qu'Organisation non-gouvernementale (ONG), elle a un statut consultatif auprès des Nations- unies.

Lire aussi :

- https://midi-madagasikara.mg/loif-consulte-la-plateforme-de-mediation-et-de-dialogue/
- https://www.lexpress.mg/2023/11/observation-electorale-constat-positif.html

La CENI retient 11 candidats pour la présidentielle

20/11/2023 Nassuf Ben Amad



Le vendredi 17 novembre marquait le dernier délai de dépôt des dossiers de candidature pour les élections présidentielles et des gouverneurs des iles. On enregistre 11 candidats à la présidentielle et pour les gouverneurs, 12 candidats pour l'île de Ngazidja, 12 à Anjouan et 10 à Mohéli.

Les prétendants à l'élection du président de l'Union des Comores et des gouverneurs avaient jusqu'au 17 novembre à 00h pour déposer leurs dossiers de candidature. Sur 23 dossier retirés pour la présidentielle, seulement 11 candidats ont déposé leur candidature. Ce sont Abdou Soeufo candidat indépendant, Mohamed Daoud alias Kiki du parti Orange et Dr Salim Issa du parti Juwa, accompagnés de leurs partisans à déposer en premier leur candidature le 16 novembre dernier. « J'ai amené un huissier de justice pour être témoin, car mes dossiers sont complets. Au moment de vérification, on ne va pas me dire que mon dossier avait manqué de quoi que ce soit. Maintenant nous allons attendre la confirmation des candidatures. Pour notre programme, tout le monde le connait déjà », a-t-il avancé.

De son côté, l'ancien ministre des affaires étrangère, Abdou Soefo, affirme aussi que son dossier n'a aucun problème. « Comme je l'avais annoncé lors d'un évènement à Tsinimoichongo dans la région de Mbadjini, que si le bon Dieu me laisse en vie jusqu'à 2024, je serai candidat aux élections présidentielles. Aujourd'hui je viens confirmer ma parole. Une fois que ma candidature sera confirmée par la cour, je vais organiser une conférence de presse pour livrer mon programme. Mais, aujourd'hui il n'y a rien à dire, juste déposer ma candidature », a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangers.

Le vendredi 17 novembre qui marquait la fin des dépôts, l'ancien gouverneur Mouigni Baraka Said Soilihi a déposé aussi sa candidature, ainsi que Hamidou Bourhani, Natuk Mohamed Mouzaoir du parti Ulezi et Achmet Said Mohamed. Dans l'après-midi du vendredi, le président Azali Assoumani a déposé aussi sa candidature. Etant à l'étranger pour raison d'agenda chargé, sa candidature a été déposée par le secrétaire général de la mouvance présidentielle Ali Mlipva Youssouf.

Suite de l'article

Lire aussi :

- https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/le-gouvernement-invite-les-partenaires-%C3%A0-accompagner-le-processus-%C3%A9lectoral-.html

Département : action sociale et transition écologique au coeur des orientations budgétaires



Le conseil départemental a présenté ce mercredi 15 novembre les orientations budgétaires 2024 lors de sa séance plénière au palais de la source. Un plan qui se déploie "avec en cœur de métier l'action sociale, ensuite les aménagements et la transition écologique" a indiqué Cyrille Melchior. Le budget du Département pour l'année 2024 s'élèvera à 1,300 milliard d'euros (Photo : rb/www.imazpress.com)

Le président du Département a dans un premier temps voulu préciser que ces orientations s'inscrivaient dans un contexte financier particulier.

"Après trois années de hausses successives, liées notamment à la recentralisation du RSA en 2020, nous atteignons aujourd'hui un point d'équilibre. Cela nécessite une gestion maîtrisée de nos finances compte tenu de la hausse continue des dépenses relatives aux allocations individuelles de solidarité. Le vieillissement de la population et l'augmentation des publics en situation de handicap impactent en effet directement nos capacités financières" a-t-il exprimé.

- Un budget contraint -

Au niveau national, Cyrille Melchior a déjà alerté sur "l'inadéquation des recettes départementales" au regard de ses compétences. "Je plaide notamment pour un meilleur financement par la CNSA des dépenses en faveur des personnes âgées et en situation de handicap, aujourd'hui compensées de manière inéquitable pour l'Outre-mer" a-t-il ajouté.

Un sujet qu'il a eu l'occasion d'évoquer avec le Président de la République lors d'une réunion organisée à l'Elysée le 20 octobre dernier. **Suite de l'article**

Lire aussi :

Technologies innovantes : Les pays de la région font le point sur leur politique pour l'IA et la Blockchain (lexpress.mu)

Énergies renouvelables Début du projet Paesc à Ndzuani

Ahmed Zaidou



Depuis le jeudi 16 novembre, les responsables du Projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores ont investi le terrain anjouanais. La Sonelec est la principale bénéficiaire de ce projet, financé par la Manque mondiale à hauteur de 43 millions de dollars.

Le Projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores (Paesc), d'une durée de cinq ans, entend installer trois centrales photovoltaïques aux Comores, à raison d'une par île. Celle de Ndzuani verra le jour dans la commune de Bambao la m'tsanga. Le projet va former les ménages sur l'utilisation des 100 000 nouveaux compteurs qui seront posés. «C'est un projet qui va permettre l'accès à l'énergie solaire aux Comores.

L'objectif principal du projet, c'est d'augmenter la quantité d'électricité produite aux Comores et d'améliorer la performance opérationnelle du service public d'électricité. Il repose sur quatre composantes dont la première, c'est de mettre en place 3 centrales photovoltaïques aux Comores, et à Ndzuani ce sera à Bambao-M'tsanga. Ces centrales seront dotées de batterie de stockage qui vont permettre de distribuer de l'électricité même après une journée de pluie. Le principal bénéficiaire de ce projet est la Sonelec, pour ses usagers. Ces centrales vont être connectées avec les lignes de la Sonelec», a expliqué la chargée de communication du projet, Mariama Hassani. À en croire notre interlocutrice, le projet entend non seulement former les personnes, mais également de réduire le prix du kilowattheure d'électricité. «Nous nous tournons vers les énergies renouvelables parce qu'elles sont à moindre coût. Cela va permettre aux usagers de payer des factures à moindre coût également. Nous avons prévu de former les gens sur les bonnes pratiques d'utilisation de l'électricité. Forcément, la Sonelec va réduire le prix du kilowattheure», a-t-elle annoncé. **Suite de l'article**

Secteur énergétique : Un Partenariat Public-Privé prometteur avec Vivo Energy



Rencontre entre le Premier ministre Christian Ntsay et le représentant du Groupe Vivo Energy Oven Peyami, lundi dernier.

Oven Peyami, représentant éminent du Groupe Vivo Energy pour la zone de l'Océan Indien et le Maghreb, a été reçu avec honneur par le Premier ministre Christian Ntsay au Palais de Mahazoarivo, le 13 novembre dernier. Cette rencontre, empreinte de significations stratégiques, a vu les deux parties échanger sur un sujet d'une importance capitale : le soutien et l'avancement des activités destinées à propulser le secteur énergétique à Madagascar. Dans une démarche affirmée de Partenariat Public-Privé (3P), le Gouvernement a réitéré sa ferme volonté de collaborer étroitement avec le secteur privé. Cet engagement conjoint vise à dynamiser et à insuffler un élan nouveau dans les initiatives en cours pour le développement global du pays. Un des faits marquants de cette réunion réside dans la concrétisation de plusieurs projets financés dans le cadre de ce partenariat solide avec Vivo Energy. Parmi eux, le projet Tanisoa, représentant un jalon majeur dans l'amélioration de l'infrastructure énergétique à Madagascar, et qui se concentre sur l'établissement d'un vaste site de stockage d'hydrocarbures dans la commune de Bongatsara.

Coopération synergique. Ce partenariat, modelé par une synergie entre l'État et le secteur privé, s'est révélé être le catalyseur de succès probants par le passé. Il a déjà démontré son efficacité incontestable dans l'amélioration continue et le développement substantiel du secteur de l'énergie. Cette collaboration étroite souligne la vision commune partagée par

TOURISME - La saison des croisières démarre fort

Itamara Randriamamonjy



La saison s'annonce bonne pour le tourisme de croisière. Les arrivées successives de paquebots le confirment.

Des signes annonciateurs évidents pour la saison des bateaux de croisière qui commencent à venir progressivement arpenter les côtes malgaches. Au cours de ce mois, ce sont trois navires de croisière, avec une moyenne d'une centaine de touristes par voyage, qui ont jeté leur ancre à Nosy Be, Mahajanga ou encore dans la région Anosy. Et cela n'est pas prêt de s'arrêter. Selon le ministère du tourisme, il s'agit de signaux d'une tendance positive pour les mois à venir avec un ballet qui se prépare à l'horizon. «Il s'agit d'une saison qui s'annonce prometteuse pour la Grande île. Tout en sachant que l'arrivée de ces paquebots apporte un dynamisme pour l'économie locale et profite à tous les acteurs économiques tels que les loueurs de voitures, les artisans ou encore les guides touristiques», indique un responsable de ce département.

Cette année, la saison des paquebots de croisière a ouvert le 9 novembre dans le canal de Mozambique. C'est le navire de luxe «SH Diana» qui a ouvert le bal en accostant à Mahajanga. La cité des fleurs qui a accueilli lors de cette journée cent douze passagers qui n'ont pas tardé à visiter les lieux emblématiques de cette cité à l'histoire naturelle et humaine unique.

Gâter les clients

Le navire a ensuite mis le cap au Sud, poursuivant son épopée à Morondava et Tuléar. La semaine passée, le 15 novembre, c'est le port d'Ehoala, dans le Sud-Est de l'île qui a accueilli le mastodonte « Vasco de Gama » avec, à son bord, 510 passagers. Une escale qui n'a pas manqué de raviver les espoirs des habitants et surtout des opérateurs touristiques de la région.

Suite de l'article